



LUKMEF-CAMEROON

Martin Luther King Jr. Memorial Foundation
P.O. Box 1348, LIMBE, SWP, Cameroon

Promoting Peace, Non-Violence, Social Justice and
Sustainable Development in Cameroon since 1999

Tel/Fax (237) 233 33 23 04
Mobile (237) 677 94 74 49
Web: www.lukmefcameroon.org
E-mail: info@lukmefcameroon.org

DECLARATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LUKMEF SUR LA CRISE EN COURS AU CAMEROUN Limbe, Cameroon 31/12/2016

Le Conseil d'administration de LUKMEF aimerait exprimer nos concernes, à propos des tensions au Cameroun, qui menacent les plus grands divisions dans le pays, et la possibilité de la violence de l'état et des autres.

Nous prenions note, avec les concernes spéciaux, les appels pour la grève nationale le 2 janvier, 2017. On le comprends que cette grève va avoir des impacts sur pleines des niveaux aux regions anglophones au Cameroun, et aussi aux ONGs, législateurs, et les autres des regions francophones les plus vastes.

Nous reconnaissons, et respectons, les défis que le gouvernement à Yaounde en à - de Boko Haram et d'autres insurgents, vers les refuges du pays voisinage, République Centrafricain. Les difficultés de sécurité se magnifient les luttes déjà existants, pour garantie de la nourriture, l'accès à la justice et du soin médicaux, et en particulier, la participation entière des femmes et des minorités ethniques, sociaux et politiques.

Quand les tensions se persistent, nous vous exhortent de la reconnaissance et du retenue, de tous qui font partie de la situation.

Le gouvernement sûrement doit reconnaître ses engagements, respectant les droits internationaux humanitaires et des droits de l'homme, en relation à aucune essaie de la militaire Camerounais à imposer 'de la sécurité', à la dépense des droits civils et politiques, par exemple, de l'assemblée en paix, de la liberté de parole, de la juste application de la loi, et la liberté de l'usage de la force. Nous encourageons le gouvernement à évaluer et traiter les abus de la système de justice, comprenant le déni et l'accès à un conseiller juridique, arrestation arbitraire, les violations sexuelles, de la torture, ou même inconduite sexuelle dans les établissements d'incarcération - tous également interdits par des accords régionaux et internationaux contraignants auxquels le Cameroun est partie.

LUKMEF fait, et va continuer à faire, notre part, collectivement avec la société civile et d'autres partenaires pour créer le dialogue directe, inclusif et respectif, qui diffuse des griefs légitimes et favorise des alternatives équitables et durables.

Nous craignons que, dans la mesure ou les formats existants pour un dialogue inclusif ne produisent pas de changement tangible, les citoyens vont choisir à ignorer les opportunités tout à fait. Cela constituerait, à notre avis, un grave défi pour l'avenir de Cameroun.

Nous sommes très conscients des répercussions que les tensions politiques non résolues pourraient avoir sur la poursuite de priorités de développement nationales compatibles avec l'Agenda pour le développement durable de 2030, y compris l'égalité d'accès à la santé, à l'éducation et aux possibilités d'emploi.

Nous sommes aussi conscients que la décision en 1961 pour former une 'Republique fédérale de Cameroun' est encore méritant d'un large soutien. Les limites de cette décision s'effacent, mais il y a encore du temps à répondre aux préoccupations légitimes, compte tenu d'une volonté politique suffisante et d'une absence d'incitation - soit par des provocations rhétoriques ou sécuritaires.

Nous allons faire notre part pour assurer un système de gouvernement juste et équitable pour tous les citoyens de Cameroun. Nous explorerons les options de changement avec nos partenaires d'ONG à travers le pays, y compris un mécanisme de surveillance et d'alerte précoce de la société civile pour fournir des directives supplémentaires et rapides sur les régions de Cameroun qui éprouvent une frustration excessive et/ou une violence indésirable.

Nous ferons également notre part pour assurer que le développement social et économique au Cameroun, y compris les initiatives de développement entreprises par LUKMEF, repose sur les droits fondés sur des accords conclus à l'ONU auquel le Cameroun est partie.

Au nom du conseil d'administration et du personnel de LUKMEF, vous avez nos prières, mais aussi notre soutien tangible, à la fois logistique et consultatif.

Cameroun restait une nation relativement stable et paisible, dans une région qui a déjà connu trop de turbulences. Il est dans l'intérêt de tout votre peuple et de toute la communauté internationale que les voies pour maintenir la stabilité et la paix soient bien entretenues et dûment utilisées.

Respectivement,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Andrea Horner', written in a cursive style.

Andrea Cristiani Horner
Présidente du conseil